



Iran. "Une vie en cendres"

Hamshahri a été l'un des rares quotidiens dans le pays à évoquer le mal-vivre des Iraniens, qui demandent à être entendus par les autorités.



CARTOON MOVEMENT

—Hamshahri Téhéran

Les bus et les taxis collectifs en Iran sont devenus des lieux de débats houleux depuis le début des récents événements [la vague de contestation déclenchée par la hausse des prix de l'essence ayant fait au moins 143 morts]. Dans un bus d'une ligne express de Téhéran, un jeune homme prend la parole devant les autres passagers. Il se plaint de la coupure d'Internet. "Ils (les officiels) disent que ce qui s'est passé est

l'œuvre des hooligans et de voyous, que cela n'avait rien à voir avec le peuple. Mais ils ont quand même coupé Internet. Je travaille dans une start-up, et beaucoup de mes amis et de mes collègues se sont lancés dans ce secteur sur les incitations



REPORTAGE

du gouvernement. Or, aujourd'hui, dès qu'il se passe quelque chose, les sites sont bloqués, Internet est coupé. Pourquoi, après les manifestations de 2009 [contre la réélection de l'ancien président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad] et celles de 2017 contre la cherté de la vie, aucun

plan spécifique n'a été entrepris pour entendre les contestataires ?"

Un autre jeune lui fait écho : "Depuis l'année dernière, on peut dire que la classe moyenne a presque disparu. Nous vivons désormais dans un pays avec deux classes : une minorité riche et une majorité pauvre. Je suis un employé avec un salaire moyen. Quand je compare ma vie d'il y a un an à celle d'aujourd'hui, c'est comme si j'étais tombé dans un précipice. Les pressions économiques ont augmenté alors que les salaires n'ont pas bougé. Dans ces conditions, impossible de partir en voyage, d'aller chez des proches ou de les inviter chez soi. Toutes ces souffrances se cumulent dans mon cœur et je veux faire sortir ces énergies négatives d'une manière ou d'une autre."

"Cela faisait deux mois que nous n'avions pas de riz. Je n'avais pas les moyens d'en acheter."

Une vieille dame iranienne

Sur la place Vanak [dans le nord de Téhéran], un chauffeur dit avoir payé 150 000 tomans [12 euros] pour faire le plein [alors que le salaire moyen est de 140 euros]. "Jusqu'à quelle heure de la nuit je dois travailler pour pouvoir payer ça ?" demande-t-il. Un de ses camarades continue : "Les gens aussi ont raison. Si le prix des courses de taxi augmente, ça va être très lourd pour eux. D'un côté, nous, les chauffeurs, sommes vraiment dans le besoin, mais la vie des autres n'est pas meilleure non plus. Comment on va s'en sortir si le prix de nos courses n'augmente pas ?" En Iran, des citoyens ordinaires, une fois leur journée de travail terminée, font chauffeurs de taxi.

Plus au sud dans Téhéran, sur la place Vali-Asr, un ouvrier d'un certain âge s'enflamme lorsqu'on l'interroge sur ses requêtes envers le gouvernement. "Tu te fous de moi ? Qu'est-ce qui n'est pas clair ? Tout est très clair comme le jour. Nous sommes tous atterrés. On n'a plus aucun pouvoir (économique). Avec notre salaire mensuel, il n'est possible que de survivre trois jours. Augmenter les prix de l'essence veut dire mettre le feu à notre vie, une vie déjà en cendres", s'emporte l'homme.

Les banlieues de Téhéran font partie des foyers de contestation.

Ces dernières années, à cause de la cherté des loyers dans la capitale, beaucoup d'habitants de Téhéran ont emménagé dans le comté de Chahriar (à l'ouest de la capitale), abritant 1 million de personnes. Ces dernières sont issues des classes moyenne et pauvre, dont la vie devient de plus en plus difficile à cause de la dégradation de l'économie du pays.

Les habitants d'ici parcourent, tous les jours, 35 kilomètres pour se rendre à leur travail à Téhéran. Les embouteillages, l'absence de ligne de métro et la pénurie de travail dans leur secteur sont leurs principaux problèmes. "L'année dernière, j'étais locataire dans la capitale, dit un habitant de Chahriar originaire de Téhéran. Mais aujourd'hui, je suis obligé de vivre dans cette banlieue, avec mon salaire de 2,7 millions de tomans (200 euros). Ici, sans ligne de métro, tout le monde est obligé de se rendre à Téhéran en taxi (collectif). Le matin et le soir, l'embouteillage est monstrueux. Dans le meilleur des cas, nous payons 20 000 tomans (1,5 euros) par jour pour nos courses de taxi. Cela va sûrement augmenter. Dieu sait combien je devrai désormais payer pour ce service."

Une femme âgée lui coupe la parole et explique : "Dimanche (17 novembre), certains ont pillé l'un des supermarchés du coin. Je ne cautionne pas ce genre d'actes." Soudain, son humeur change, et elle se met à pleurer. "Je fais la prière, mais ce jour-là je suis entrée dans le supermarché et j'ai pris un sac de riz de 10 kilos. Que Dieu me pardonne ! Cela faisait deux mois qu'à la maison nous n'avions pas de riz. Je n'avais pas les moyens d'en acheter. Que Dieu me pardonne..."

—Mohammad Sadegh Khosravi-Olia

Publié le 20 novembre

↳ Dessin de Ali Divandri, Iran.

MONDE ARABE

"Nous, chrétiens et arabes..."

La place de cette minorité au Moyen-Orient en débat.

C'est à Paris que s'est tenue, le 23 novembre, la première Conférence des chrétiens arabes, révèle le site **Al-Modon**. Hommes politiques et intellectuels issus des communautés chrétiennes du Liban, de Syrie, d'Irak, de Palestine et d'Égypte s'étaient donné rendez-vous pour débattre de la situation dramatique de ces communautés sujettes à la répression dans certains pays et forcées à l'exil. Le but de cette conférence était aussi de répondre aux fausses solutions que prônent certains dirigeants et chefs spirituels chrétiens, soutenus souvent par des mouvements d'extrême droite européens : se rallier aux régimes en place, tel le régime syrien, face à la menace islamiste. Ou encore former une alliance avec tous les groupes minoritaires dans le monde arabe : chiites, alaouites, yézidis, pour contrecarrer l'islam sunnite majoritaire, jugé violent et intolérant. Deux idées totalement rejetées par les participants. Le vivre-ensemble ne peut fonctionner dans des États dictatoriaux, a souligné l'islamologue Radwan Al-Sayed, dont les propos sont rapportés par **An-Nahar**. Pour l'opposant syrien Michel Kilo, rallier le régime de Bachar El-Assad, coupable de la mort de 1 million de Syriens, est suicidaire. "Le terrorisme islamiste n'a servi que ce régime." Pour l'intellectuel libanais Hassan Mneimneh, l'alliance des minorités sonnera la fin des chrétiens dans le monde arabe. L'ex-député libanais Farès Souaid, l'un des rares à s'opposer à la mainmise du Hezbollah sur son pays a plaidé pour un État civique assurant les droits du citoyen, tout en offrant des garanties aux différentes communautés religieuses et ethniques. "Les chrétiens n'ont pas besoin de protecteurs. Ce qui se passe au Liban et en Irak [deux révoltes populaires anticonfessionnelles] est la vitalité dont nous avons besoin."

—Courrier international

SOURCE



HAMSHAHRI

Téhéran, Iran

Quotidien, 400 000 ex., persan hamshahrionline.ir

Créé en 1992, Hamshahri a été pendant longtemps le quotidien réformateur de référence. Mais en 2005, Hamshahri change d'équipe et devient un quotidien ultraconservateur.